



Le « pourquoi » manquant – Comment les récits peuvent améliorer l'efficacité et la sécurité énergétique en Europe

Conclusions principales du projet Energy Efficiency Watch 4



Mentions légales

Brochure présentée par le projet Energy Efficiency Watch
Coordonné par

EUFORES AISBL

European Forum for Renewable Energy Sources
Renewable Energy House
Rue d'Arlon 63–65
B – 1040 Brussels, Belgium
Dr. Jan Geiss
Virginia Petetti
Rachelle Hajjar

Sur la base des résultats de l'enquête auprès d'experts en efficacité énergétique, des ateliers parlementaires nationaux et européens et des ateliers des parties prenantes du secteur privé

Guidehouse Germany GmbH

Daniel Becker
Arnold Bruhin
Henrik Schult
Katja Dinges
Dr. Malte Gephart

OÖ Energiesparverband (ESV)

Christiane Egger
Megan Gignac

Avec les contributions de

Nils Borg (Borg & Co / eceee), Jason Erwin (Borg & Co / eceee),
Ylva Blume (Borg & Co / eceee),
Dominique Bourges (FEDARENE), Filip Dumitriu (FEDARENE),
Kristina Dely (Energy Cities)

Bruxelles, Berlin, Linz, Stockholm, Budapest
Juin 2022



Ce projet a été financé par le programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne dans le cadre de la convention de subvention n° 847153.

Le contenu de cette brochure relève de la seule responsabilité de ses auteurs. Il ne reflète pas nécessairement l'opinion de l'Union européenne. Ni CINEA ni la Commission européenne ne sont responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'elle contient.

Source page 1: Adobe Stock
Graphics: www.digitale-gestaltung.de

Éditorial



Niels Fuglsang

Vice-président d'EUFORES,
membre du Parlement européen

Par Niels Fuglsang, S&D MEP, Energy Efficiency Directive (EED) Rapporteur:

En tant que rapporteur de la directive sur l'efficacité énergétique (DEE) au Parlement européen, j'ai l'honneur et le privilège de vous présenter les résultats du projet Energy Efficiency Watch 4 (EEW4) rassemblés dans cette brochure.

L'efficacité énergétique est un facteur clé pour réduire l'utilisation des combustibles fossiles et pour soutenir les ambitions climatiques croissantes de l'UE. Cependant, ce domaine n'a pas fait l'objet d'une attention et d'une urgence suffisantes, notamment au regard des crises énergétique et climatique actuelles. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit que l'efficacité énergétique devrait contribuer à hauteur de 44 % aux réductions nécessaires des gaz à effet de serre au niveau mondial. Il est donc indéniable qu'une grande partie des efforts que nous devons réaliser pour atteindre nos objectifs climatiques provient des mesures d'efficacité énergétique. L'efficacité énergétique est une réponse clé à la crise climatique, à la hausse des prix de l'énergie et à la crise d'approvisionnement énergétique provoquée par la guerre russe en Ukraine : l'efficacité énergétique limite les émissions responsables du changement climatique, elle permet d'économiser de l'argent sur les factures d'énergie, de plus, chaque fois que nous augmentons l'efficacité énergétique de 1 %, nous réduisons les importations de gaz de 2,6 %.

La DEE a encouragé l'UE et ses États membres à réaliser d'importantes économies d'énergie, mais pas suffisamment pour atteindre l'objectif de l'action climatique de l'UE, à savoir une réduction d'au moins 55 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030 (par rapport aux niveaux de 1990) pour atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Nous avons besoin d'une DEE plus efficace et il est de ma responsabilité de diriger la révision de la DEE afin d'élever le niveau d'ambition de l'UE sur les objectifs. Si l'on examine les objectifs climatiques de l'UE, l'objectif actuel d'efficacité énergétique pour 2030 s'avère le plus difficile à atteindre. À mon avis, c'est parce que la directive sur l'efficacité énergétique n'est pas suffisamment contraignante. En outre, au cœur du problème, il y a une difficulté à communiquer des solutions efficaces en matière d'efficacité énergétique et à animer plus souvent le débat public. Des récits forts sont nécessaires pour développer des moteurs argumentatifs dans les discours publics qui facilitent l'adoption et la mise en œuvre effective des politiques d'efficacité énergétique dans l'UE. C'est pourquoi il est essentiel de comprendre l'interdépendance entre la mise en œuvre des politiques d'efficacité énergétique et l'efficacité des récits.

Dans ce contexte, le projet EEW4 est extrêmement important car il identifie des récits sur l'efficacité énergétique qui trouvent un écho dans différents contextes nationaux ou régionaux en liant le débat à des avantages reconnus qui, au-delà des économies d'énergie et de coûts, incluent des aspects tels que l'innovation technologique, la compétitivité entrepreneuriale, la création d'emplois, une meilleure qualité de vie et une résistance accrue aux chocs de prix géopolitiques - en substance, une compréhension globale de sa contribution au bien-être public et à la pertinence économique globale. Les résultats du projet contribuent à améliorer le niveau de communication sur l'efficacité énergétique. Ils offrent des outils de soutien aux décideurs politiques. Et dans mon cas, il contribue à accompagner le processus de rédaction de la refonte de la directive sur l'efficacité énergétique et de la directive sur la performance énergétique des bâtiments (EPBD).

Toutes les parties prenantes et tous les décideurs politiques dans le domaine de l'énergie devraient lire cette brochure afin de développer des récits, des études de cas et des recommandations politiques adéquats, qui contribueront à augmenter le degré de réussite de la mise en œuvre des instruments politiques pour l'efficacité énergétique.

Recommandations politiques clés du projet EEW4

Conclusions de l'enquête d'experts

- **Politiques d'efficacité énergétique : encore des hauts et des bas.** Globalement, des niveaux d'amélioration de l'efficacité énergétique décevants dans tous les domaines d'action : Les États membres restent beaucoup trop lents - une nouvelle dynamique fait défaut ! Les niveaux d'ambition dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques continuent de fluctuer dans de nombreux États membres.
- **Le "pourquoi" fait souvent défaut : absence de récits forts.** L'ambition politique est maintenue dans un pays ou une région spécifique malgré les changements politiques, lorsqu'un consensus a été atteint sur « pourquoi » il faut améliorer l'efficacité énergétique (et non "nous devons le faire parce que Bruxelles nous le demande").
- **"It's the economy, stupid" ! (C'est l'économie, idiot" ! - citation de la campagne de Bill Clinton)**
Une attention accrue doit être accordée aux effets économiques positifs de l'efficacité énergétique sur l'emploi, l'industrie et la compétitivité.
- **Adhésion des principaux groupes de parties prenantes.** Le manque d'ambition est souvent dû à l'opposition des principaux groupes de parties prenantes.
- **Besoin de meilleures données sur les bénéfices au-delà de la protection du climat et des économies de coûts.** Les données, les indicateurs et la quantification de l'impact de l'efficacité énergétique et de la transition énergétique sur l'emploi et la compétitivité au niveau de l'UE sont nécessaires pour contribuer à orienter le débat.
- **Parlons-nous des bonnes choses ? Et aux bonnes personnes ?** De nouveaux messages et de nouvelles interactions avec les parties prenantes sont nécessaires pour accélérer l'acceptation et la participation.
- **Une occasion à ne pas louper !** Une occasion unique de repositionner l'efficacité énergétique comme une stratégie clé de relance et de sécurité énergétique - nécessitant de bien meilleurs RÈCITS !

Principales conclusions des 10 cas narratifs¹

Participation et transparence

Un public **engagé et bien informé** est plus enclin à soutenir activement des politiques ambitieuses.

Voir aussi les conclusions détaillées :

- Cas narratif 1 : **Communication, dialogue et participation**
- Cas narratif 2 : **Une base de données indépendante et transparente**

Aspects économiques

Lorsqu'on met en évidence les multiples avantages de l'efficacité énergétique et de la transition énergétique, les aspects éco-

nomiques doivent être au premier plan. Une perspective plus large et prospective sur ce que signifie l'économie (au-delà de la simple comptabilisation des économies d'énergie) est nécessaire. Voir aussi les conclusions détaillées :

- Cas narratif 3 : **En quoi consiste le véritable argument commercial ?**
- Cas narratif 4 : **L'image des technologies**

Connotation du changement

Les phases de changement économique et technologique dans les sociétés industrielles s'accompagnent généralement de scepticisme et de peur (de se trouver dans le camp des gagnants ou des perdants du changement), ce qui peut retarder de manière significative ou même entraver les réformes politiques. Le succès de la transition énergétique exige donc une perception positive du changement et une communication appropriée. Le lien entre l'efficacité énergétique et la résilience économique doit être renforcé.

Voir aussi les conclusions :

- Cas narratif 5 : **Être le chef de file**
- Cas narratif 6 : **L'efficacité énergétique comme amélioration intégrale du cycle de production**
- Cas narratif 7 : **Renforcer la recherche et l'innovation en matière d'efficacité énergétique**
- Cas narratif 8 : **Éducation, formation et développement des compétences**

Acceptation sociétale

L'acceptation sociétale est un **vecteur essentiel des grands processus de transition** tels que la décarbonisation du secteur énergétique.

Voir aussi les conclusions détaillées :

- Cas narratif 9 : **Communiquer sur les effets de prix et la compensation sociale**
- Cas narratif 10 : **Une transition juste**

Observations de l'équipe du projet EEW4 sur les développements récents dans le contexte de la guerre en Ukraine

Au début du projet EEW4, nous pensions que la question de la contribution de l'efficacité énergétique à la sécurité énergétique jouerait un rôle dans nos discussions avec les parties prenantes, et nous l'avions incluse dans notre catalogue de questions standard. À notre grande surprise, cet argument n'a pas figuré parmi les cinq premiers sujets de l'enquête. Dans les discussions avec les parties prenantes, la résilience des marchés qui fonctionnent bien l'emportait sur les avantages spécifiques pour la sécurité énergétique.

Nous supposons qu'aujourd'hui les parties prenantes le classeraient plus haut. Cela ne signifie pas que les résultats du projet EEW4 sont dépassés, mais permet au contraire de tirer des conclusions supplémentaires très utiles :

- La crise énergétique liée à la guerre en Ukraine montre que l'efficacité énergétique a un fort potentiel pour la sécurité énergétique, qui n'a pas été pris au sérieux dans le passé.

¹L'analyse approfondie de chaque étude de cas est disponible à l'adresse : www.energy-efficiency-watch.org/media/publications/EEW4-D4.4-Compilation_of_final_10_case_studies_external_report.pdf.

- Cela est dû à une prédominance structurelle du côté de l'offre dans la perception de ce qui constitue la sécurité énergétique, et à une croyance profondément ancrée dans un comportement économiquement rationnel comme principe directeur des relations énergétiques internationales.
- Dans ce contexte, le rôle de l'efficacité énergétique tend à être minimisé et à devenir un simple ajout facultatif.
- Cette surévaluation de l'offre dans la perception du public peut servir d'explication à la forte dépendance à l'égard des fournisseurs uniques, tout en négligeant les mesures simples à mettre en œuvre comme l'amélioration de l'efficacité énergétique.
- Dans sa planification stratégique, l'UE doit respecter son principe «l'efficacité énergétique d'abord» et doit aspirer à des politiques plus ambitieuses et à des récits correspondants.
- L'UE doit démontrer son avantage de système par sa capacité à passer à des systèmes énergétiques efficaces, sûrs et durables.

Recommandations politiques globales :

Au niveau agrégé, les conclusions de l'enquête EEW4 et les cas narratifs conduisent aux recommandations globales suivantes pour les décideurs politiques, également dans la perspective du «Green Deal» :

Penser et agir au-delà des domaines politiques traditionnels fragmentés, en considérant que

- la **connotation du changement** dans le débat public décide du succès ou de l'échec de la transition énergétique. Pour élaborer un bon cadrage communicatif, il faut développer une approche intersectorielle

- mettre en place des ensembles de **politiques complètes** couvrant plusieurs secteurs et domaines d'action, en combinant par exemple l'énergie, l'éducation, la recherche et l'innovation
- la **concertation** entre la politique énergétique et les acteurs clés tels que les établissements d'enseignement, les associations de branches, etc. doit être encouragée par l'élaboration des politiques

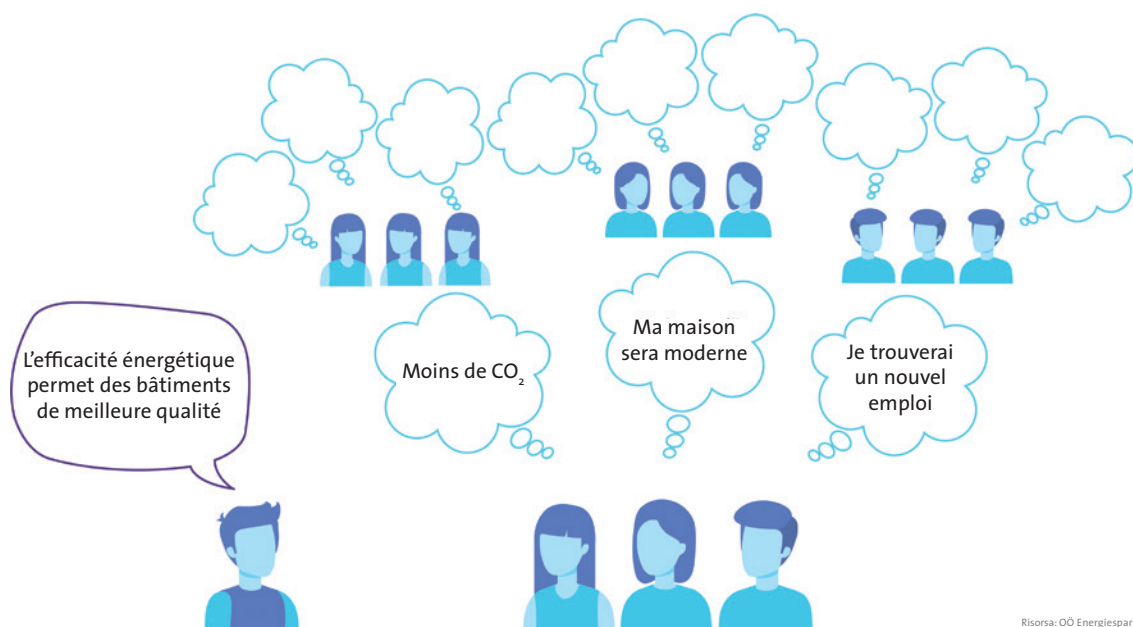
La planification stratégique du déploiement de la politique est nécessaire dès le début, en considérant que

- des **récits d'appui** pour accompagner toutes les nouvelles mesures politiques et celles en cours
- la **participation et le dialogue** avec les groupes cibles et les parties prenantes concernés afin d'améliorer leur compréhension et leur adhésion potentielle

La pertinence économique de l'efficacité énergétique dans le cadre de la transition énergétique doit être renforcée, en

- Développant de **nouveaux modèles commerciaux** et la création de conditions de marchés favorables
- Créant une meilleure compréhension des **avantages économiques**, et plus particulièrement du rôle que les audits peuvent jouer pour **intégrer leurs résultats dans les indicateurs clés de performance financière** des entreprises
- Surmontant la **prédominance du côté de l'offre**, renforcer les synergies avec l'efficacité énergétique **analyser les modèles de comportement économique** des différents groupes cibles et adapter les instruments politiques en conséquence
- En définissant de manière exhaustive sa **dimension économique**, qui constitue un solide pilier de la **diversification et du renforcement de la résilience géopolitique**

Récits : Obtenir l'adhésion de groupes plus larges de la société



Risorsa: OÖ Energiesparverband

L'enquête Energy Efficiency Watch 2020: Perspectives de 1270 experts en efficacité énergétique

Objectifs et approche de l'enquête EEW4

L'une des principales activités du projet EEW4 a été une vaste enquête dans laquelle 1270 experts en efficacité énergétique des 27 États membres ont été consultés. L'objectif de l'enquête était double: premièrement, recueillir les points de vue des experts et des parties prenantes sur les progressions « sur le terrain » des politiques d'efficacité énergétique dans leur pays respectif (similaire aux enquêtes EEW précédentes menées en 2012 et 2015). Deuxièmement, recueillir des idées sur les facteurs clés pour le développement des récits dans les États membres.

L'enquête a été réalisée entre février et juin 2020, principalement à l'aide d'un questionnaire en ligne. Les participants étaient pour la plupart issus des entreprises et du secteur public, des universités et de la recherche, ainsi que des agences de l'énergie. L'enquête fournit une vue agrégée de leurs perceptions individuelles.²

Les avancées en efficacité énergétique demeurent trop lentes

La première partie de l'enquête était consacrée à la collecte de points de vue sur les progrès de la politique d'efficacité énergétique au cours des trois dernières années. Afin de comparer les progrès entre les pays et les domaines politiques, un « indi-

cateur de progrès » a été calculé. Les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous. En général, un manque de progrès peut être observé malgré des niveaux d'ambition globalement très élevés.

Aucune nouvelle dynamique n'a émergé et les niveaux d'amélioration dans différents domaines sont restés très similaires à ceux signalés en 2015.

Les instruments plus établis, tels que les exigences d'efficacité énergétique pour les bâtiments, l'étiquetage des produits et la certification énergétique des bâtiments, auraient l'impact positif le plus élevé, tandis que la taxation de l'énergie et l'inspection des systèmes de chauffage et de climatisation sont perçues comme les moins efficaces. Un résultat clé de l'enquête de 2015 a été confirmé : d'importants mouvements « de hausse et de baisse » pour de nombreux États membres sont observés. Ces mouvements ont souvent été déclenchés par des changements au sein des gouvernements nationaux, qui se sont traduits par une plus ou moins grande priorité accordée à l'efficacité énergétique.

Le « pourquoi » manquant : vers de nouveaux récits sur l'efficacité énergétique

L'une des principales conclusions du projet EEW3 est que les niveaux d'engagement politique dépendent fortement de

Indicateurs de progrès Classement 2020 – Comparaison avec 2015

	2020	2015		2020	2015		
 Autriche	13	5	↓	 Italie	7	13	↗
 Belgique	22	13	↓	 Lettonie	13	15	
 Bulgarie	13	23	↑	 Lituanie	6	9	↗
 Croatie	11	10		 Luxembourg	3	10	↑
 Chypre	22	5	↓	 Malte	26	25	
 Rép. Tchèque	17	15		 Pays-Bas	13	19	↗
 Danemark	2	1		 Pologne	24	22	
 Estonie	5	3		 Portugal	7	21	↑
 Finlande	1	2		 Roumanie	24	20	↘
 France	19	12	↓	 Slovaquie	10	15	↗
 Allemagne	17	5	↓	 Slovénie	9	5	↘
 Grèce	11	24	↑	 Espagne	21	28	↑
 Hongrie	27	26		 Suède	4	4	
 Irlande	19	15	↘				

²Le rapport d'enquête détaillé est disponible sur : www.energy-efficiency-watch.org/media/publications/EEW4-survey-report.pdf.

EU27: Facteurs clés pour le développement de récits

Sujet	Importance dans le débat public (classement)	Sujets liés à l'efficacité énergétique (classement)	Discutés de manière positive	Discutés de manière négative
Emploi	1	6	72 %	28 %
Compétitivité industrielle	2	2	63 %	37 %
Modernisation / investissements	3	1	44 %	56 %
Logement / coût de la vie	4	3		
Qualité de l'air	5	4		
Indépendance des autres pays	6	5		
Développement rural	7	7		

Parties prenantes	Influence sur les politiques (classement)	En faveur de la transition énergétique	Opinion inconnue	S'oppose à la transition énergétique
Associations de grandes industries	1	47 %	13 %	40 %
Syndicats	2	37 %	40 %	23 %
Chambres de commerce	3	52 %	28 %	20 %
Presse tabloïde	4			
Organisation d'agriculteurs	5			
ONGs	6			
Eglise	7			

l'existence de convictions sous-jacentes concernant les multiples avantages de l'efficacité énergétique. Lorsque ceux-ci sont acceptés et partagés au niveau national ou régional par les décideurs politiques, les principales parties prenantes et les groupes sociétaux, l'efficacité énergétique peut se développer.

L'efficacité énergétique est devenue une partie intégrante de la **politique économique et sociale** - et non plus une «simple» politique climatique. En l'absence de tels récits, l'efficacité énergétique est négligée ou fait l'objet de débats controversés, ce qui conduit à un **manque d'ambition** ou à des changements fréquents de politique («hauts et bas»). Des **discours efficaces et forts** sont donc nécessaires pour favoriser la transition énergétique sur la voie de la neutralité climatique en Europe.

Le projet EEW4 place l'analyse et le développement de récits sur l'efficacité énergétique au cœur de ses activités. Les résultats de l'enquête fournissent des éléments pour ce processus au niveau de l'UE et dans chaque pays. Pour être solides et largement adoptés, les récits nouveaux ou renforcés doivent être en résonance avec des sujets d'importance générale dans la société et bénéficier du soutien des principaux groupes d'acteurs. Les données aident à se concentrer sur les sujets et les groupes d'acteurs importants dans le contexte d'un pays et à identifier les éventuelles faiblesses du débat actuel.

L'enquête s'est d'abord penchée sur des **sujets d'importance** pour la société, car ils sont les plus susceptibles d'attirer l'attention des gens et de les intéresser aux avantages qui en découlent. Dans l'UE27, **l'emploi, la compétitivité industrielle et**

les investissements occupent une place prépondérante dans le débat public. En comparaison, le logement/le coût de la vie et la qualité de l'air suscitent beaucoup moins d'intérêt.

À **quels sujets** l'efficacité énergétique est-elle actuellement associée dans le débat public ? Dans toute l'UE, elle est de loin le sujet le plus souvent abordé en ce qui concerne les **investissements**, suivi par son impact sur la compétitivité, le logement / le coût de la vie et la qualité de l'air. Le sujet le plus important - l'emploi - est fortement sous-représenté dans le débat public. Les emplois et la compétitivité sont le plus souvent abordés avec des connotations positives, les investissements plutôt de manière négative.

Parallèlement, comprendre quels sont les groupes d'acteurs qui ont le plus **d'influence** sur la politique dans le contexte d'un pays spécifique est un élément essentiel, car les récits efficaces ont besoin du soutien d'un plus grand nombre de parties prenantes. Dans l'ensemble de l'UE, les associations de la grande industrie ont de loin la plus forte influence politique, suivies par les syndicats et les chambres de commerce. Les opinions de la presse à sensation, des organisations d'agriculteurs, des ONG et des églises sont considérées comme ayant un impact beaucoup plus faible. Les trois groupes les plus influents sont légèrement plus favorables à la transition énergétique que les autres, avec toutefois de fortes variations selon les pays.

Le tableau regroupe les résultats de l'enquête sur les facteurs clés du développement narratif dans l'UE27. Un tableau général spécifique à chaque État membre est disponible dans le rapport d'enquête.



Source : BMU / Sascha Hilgers

Cas narratif 1 – Dialogue et communication

L'acceptation par les groupes cibles envisagés est la clé du succès des politiques. Dès la phase préparatoire, les décideurs devraient envisager d'entendre les opinions des parties prenantes concernées, de renforcer la confiance des consommateurs en expliquant en détail les objectifs et les effets des mesures envisagées, d'ouvrir des espaces de participation et des options pour devenir actionnaires (par exemple, des modèles de prosummateurs).

Lorsque les administrations s'engagent activement avec les parties prenantes et la société sur les politiques d'efficacité énergétique, elles génèrent une meilleure compréhension des mesures et donc un niveau d'acceptation plus large. Même si elles sont controversées, les parties prenantes seront probablement plus ouvertes aux compromis lorsqu'elles auront une idée suffisante de la complexité et de la raison d'être des politiques. Pour les décideurs politiques et les administrations, les processus de consultation et d'engagement peuvent fournir des informations précieuses : Qui, dans les communautés de parties prenantes concernées, a quel intérêt ? Qui adopte quelle position ? Qui est en faveur (et à quelles conditions) ? Qui est contre (et pourquoi en particulier) ? Qui pourrait être convaincu ou devenir un allié ? Qui est indifférent ? etc. Toutes ces informations aident à définir des processus de mise en œuvre solides et efficaces.

Des processus de consultation et d'engagement significatifs facilitent donc l'adhésion et l'acceptation. Ils offrent la possibilité de construire et de populariser des récits inclusifs soutenant la mesure politique en question, et améliorent la qualité de l'élaboration de la politique en tant que telle.

Dans le processus préparatoire d'un instrument politique, il est essentiel de trouver un bon équilibre entre, d'une part, la prise de décision ferme sur les objectifs et la fonctionnalité d'un instrument et, d'autre part, l'audition et l'implication des principales parties prenantes dont dépendra la mise en œuvre pratique de la politique. Dans les processus de transformation globale comme la transition énergétique, les positions initiales des décideurs politiques et des parties prenantes sont susceptibles de diverger. L'objectif du dialogue ne doit pas nécessairement être le consentement total de toutes les parties concernées, mais la compréhension de la position de chacun. Fixer l'horizon aide toutes les parties à se préparer au changement envisagé.

Si les parties prenantes ont la possibilité de faire des suggestions constructives, leur adhésion à un stade ultérieur et leur contribution active à une mise en œuvre réussie sont plus probables, par exemple lors de l'élaboration d'analyses de rentabilité, de la prise de décisions d'investissement, de la promotion de la formation et de l'éducation, etc. Les formes d'implication des parties prenantes sont, par exemple, les auditions parlementaires et les plateformes de dialogue itératif sur le suivi et l'évaluation de l'impact. L'accent doit être mis sur la transparence de la procédure vis-à-vis du public, sur la sélection des parties prenantes et sur les rôles qu'elles jouent.

En ce qui concerne les citoyens sur lesquels les politiques ont un impact, par exemple en tant que consommateurs finaux, il est conseillé de créer une transparence maximale à un stade précoce, afin de favoriser la compréhension et l'adhésion. Les formes de participation peuvent être des dialogues modérés

avec les parties prenantes, des conseils de citoyens et des processus d'engagement connexes.

Il est utile d'explorer et d'analyser les groupes cibles (par exemple, lors de la planification de programmes de subventions) en ce qui concerne les préférences spécifiques et les préoccupations potentielles, et de créer des plateformes de participation. Le cas échéant, les projets et les modèles d'entreprise devraient également prévoir des avantages économiques (et pas seulement une compensation pour les impacts négatifs) et une large participation entrepreneuriale (par exemple, des modèles de prosommateurs). Le processus de participation des citoyens devrait être accompagné d'une communication complète et trans- parentale vers le grand public.

Conclusions

- La mise en œuvre de la politique fonctionne mieux s'il existe des formats de **dialogue et de participation** pour les parties prenantes et les groupes cibles concernés.
- Le dialogue et la participation améliorent **le niveau d'information**, aident à **gérer les attentes**, à créer une adhésion potentielle, à former des alliances et permettent d'utiliser l'élan (potentiellement favorable) de la **société civile**.



Source : Getty Images

Cas narratif 2 – Production et utilisation transparente des données

La disponibilité de données générées de manière indépendante (économiques, environnementales, statistiques) est essentielle pour l'acceptation de l'efficacité énergétique et des nouvelles technologies énergétiques. Leurs sources doivent être totalement transparentes, tout comme la manière dont elles sont traitées et utilisées. Cela permet au public de mieux comprendre le potentiel technologique et économique de l'efficacité énergétique, tant du point de vue du rapport coût-bénéfice que du point de vue macro-économique. Les performances des projets, telles que les économies d'énergie réalisées et rentables, deviennent visibles, et le degré de déploiement du marché peut être illustré en combinaison avec d'autres mesures politiques et son raisonnement sous-jacent.

Les statistiques traditionnelles sur l'énergie manquent généralement de granularité sur les spécificités de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, ce qui ne permet pas de disposer de séries de données adaptées pour mesurer, par exemple, les progrès de la concurrence par rapport aux technologies énergétiques conventionnelles. Elles peuvent donc donner l'impression infondée que les nouvelles technologies énergétiques sont moins performantes que la production conventionnelle établie de longue date.

Si les données ne sont pas disponibles dans la qualité requise, les parties prenantes peuvent commencer à utiliser leurs propres données, qui ne sont pas nécessairement soumises à une validation indépendante, afin d'illustrer leur point de vue sur la transition énergétique et d'influencer ainsi le débat. Des sélections trompeuses de chiffres (par exemple, les relations coûts-avantages), une mauvaise contextualisation et, dans certains cas, des « faits » falsifiés peuvent créer un climat hostile au changement. Le manque de transparence des sources de données fait qu'il est difficile pour le public de se forger une opinion fondée et constructive, même s'il n'est pas en soi opposé à la transition énergétique.

Pour une mise en œuvre efficace, les instruments politiques doivent donc être fondés sur un processus de collecte de données solide et vérifié de manière indépendante pour contrôler la réalisation des objectifs et leur degré de réussite. Des don-

nées robustes et fiables devraient également être utilisées pour l'évaluation et l'ajustement régulier si nécessaire.

Plus largement, ces données peuvent également servir de source de référence, s'agrégeant progressivement au fil du temps et donnant au public un aperçu de l'évolution des politiques, du déploiement du marché et des projets réussis. Elles aideront également à corriger les déclarations erronées ou fausses (par exemple, les déclarations non contextualisées sur les coûts extrêmes du changement) et, dans l'opinion publique, à accroître l'acceptation et la confiance dans les processus de transition.

Conclusions

- La disponibilité de données transparentes et significatives est un principe établi dans l'UE (élaboration de politiques fondées sur des preuves) et constitue une base essentielle pour les objectifs (expliquer les objectifs et les principes de fonctionnement, mesurer l'efficacité et l'impact positif des instruments politiques).
- Au niveau des États membres, la qualité de la production des données, de leur vérification indépendante et de leur utilisation dans le débat politique varie considérablement.
- Il est nécessaire de se concentrer davantage sur la **collecte de données significatives sur les avantages non énergétiques** (emplois, mouvements innovants, etc.).
- L'option permettant de générer des données spécifiques à partir des politiques existantes et/ou prévues (par exemple, sur leur impact et leur efficacité économique) n'est pas suffisamment utilisée. Elle devrait devenir un **élément standard** des nouvelles politiques.



Source : UX Indonesia on Unsplash

Cas narratif 3 – Le véritable argument commercial

Lorsque les premiers instruments politiques en faveur de l'efficacité énergétique ont été créés, on s'attendait à ce que les plans d'affaires se développent progressivement et se renforcent avec l'augmentation de la demande. En réalité, les arguments en faveur de la montée en puissance des énergies renouvelables sont souvent restés très dispersés dans le domaine plus complexe de l'efficacité énergétique. Dans ce domaine, les analyses de rentabilité viables ne sont pas seulement fonction de la dégressivité des coûts des solutions techniques, mais nécessitent également des conditions de concurrence équitables par rapport aux solutions concurrentes, aux prix de l'énergie, aux subventions contre-productives, etc. En conséquence, de nombreux cas d'efficacité énergétique sont restés des solutions de niche. Pour élargir leur éventail, un discours positif est parfois construit autour des «co-bénéfices» non économiques de l'efficacité énergétique (en supposant que les clients peuvent vouloir contribuer à un air plus propre, par exemple). Cependant, ce discours bien intentionné, souvent basé sur l'altruisme, peut en fait aboutir à l'inverse : il contribue fréquemment à l'impression contre-productive de simplement donner du vernis à des analyses de rentabilité qui n'étaient pas convaincantes sur le plan économique.

Les différents ateliers organisés par l'EEW ont montré que des analyses de rentabilité complètes doivent être développées et présentées. Si cela inclut la prise en compte des impacts commerciaux au-delà des coûts directs de l'énergie, ces impacts supplémentaires doivent être incorporés dans l'analyse de rentabilité économique - ce qui souligne à nouveau la nécessité de disposer de données solides et transparentes, comme l'illustre le cas narratif n° 2. La valeur ajoutée pour le client peut inclure la commodité, la modernisation des processus ou l'amélioration de la marque de l'entreprise. Cette valeur ajoutée doit être monétisée autant que possible pour obtenir un point de vue complet sur l'analyse de rentabilité. Tout autre avantage non monétisable peut être mentionné mais doit être présenté comme distinct de l'analyse de rentabilité économique.

Se concentrer sur le «véritable argument commercial» permet de renforcer un récit franc, transparent et crédible sur ce qu'est l'argument commercial - et ce qu'il n'est pas. En fin de compte, cela permet également de clarifier les domaines dans lesquels une orientation politique est nécessaire pour niveler le terrain de jeu afin de permettre et de renforcer les opérations d'efficacité énergétique.

Conclusions

- Les politiques doivent garantir l'évolution de **véritables analyses de rentabilité**, économiquement viables et extensibles.
- Les décideurs politiques doivent créer des conditions équitables pour l'efficacité énergétique, par exemple en concurrence avec les technologies conventionnelles par le biais de signaux de prix, ainsi que pour les énergies renouvelables en exploitant les synergies avec l'efficacité.
- Les politiques en matière d'efficacité énergétique doivent créer un environnement favorable aux entreprises spécialisées, capables de développer et d'amplifier les analyses de rentabilité et de réaliser la dégressivité des coûts par la mise à l'échelle.
- Cela doit s'accompagner d'un discours convaincant selon lequel l'efficacité énergétique, malgré sa complexité comparativement plus élevée, est le nouveau courant dominant.

Cas narratif 4 – L’image des technologies

L'élimination progressive des appareils et des technologies inefficaces et à forte intensité d'émissions fait l'objet d'un grand nombre de politiques et de programmes de soutien dans les États membres de l'UE. Un potentiel important de gains d'efficacité et de réduction des émissions peut être exploité notamment dans le domaine du chauffage, par exemple en remplaçant les vieux radiateurs électriques à accumulation ou les systèmes de chauffage au fuel.

La plupart des instruments destinés à promouvoir les technologies à haut rendement énergétique reposent sur une combinaison de mesures réglementaires et d'incitations financières. Si les objectifs ne sont pas atteints, on suppose souvent que le niveau de soutien était insuffisant pour niveler la différence de coût avec les technologies efficaces. Cependant, des exemples montrent que l'analyse socio-économique des groupes cibles permet une lecture plus différenciée des instructions appropriées nécessaires. En particulier, l'image associée à certains appareils ou technologies et la perception populaire qui en découle peuvent avoir un impact positif ou négatif substantiel sur la réalisation des objectifs, indépendamment ou même à l'encontre de l'aide financière disponible. En ce qui concerne les mesures réglementaires déployées pour remplacer les technologies obsolètes, le facteur image peut également avoir un impact positif sur l'acceptation et la conformité. Une communication adaptée est donc essentielle, en particulier pour ceux qui ne répondent pas aux incitations financières.

Afin de favoriser une image et une perception positives des technologies d'efficacité énergétique parmi les individus et les ménages, une stratégie de communication bien ciblée, claire et à plusieurs niveaux est essentielle. Les aspects socio-économiques qui affectent le processus de décision du groupe cible doivent être pris en compte lors de l'élaboration de la stratégie de communication. La communication pertinente peut poursuivre différentes stratégies :

- Mettre en évidence les impacts positifs des nouvelles technologies, par exemple en évoquant le besoin des groupes cibles de normes technologiques élevées et l'augmentation de la valeur de l'immobilier qui en résulte. D'autres avantages de ces scénarios peuvent être une meilleure qualité de vie, des aspects liés au style de vie (être moderne, utiliser des innovations de pointe), une amélioration de l'esthétique des bâtiments rénovés ainsi qu'une amélioration de la sécurité, de la fiabilité et de la facilité d'entretien.
- Une autre stratégie consiste à mettre l'accent sur les impacts négatifs des technologies obsolètes (par exemple, les risques pour la sécurité, les coûts plus élevés, les besoins de maintenance plus importants), mais ces stratégies devraient néanmoins également faire référence aux bénéfices des technologies alternatives disponibles pour y remédier.

Source : OÖe Energiesparverband



Campagne d'information « Adieu Öl » pour remplacer les systèmes de chauffage au fuel en Autriche.

Source : shutterstock



- Un discours spécifique doit être développé lorsque les technologies de décarbonisation sont associées à une image négative dominante (par exemple, le retard économique, etc.), marquée non pas par un manque de maturité du marché ou des coûts élevés, mais plutôt par des raisons culturelles ou historiques. Dans ce contexte, différentes lignes d'argumentation visant à persuader les consommateurs sont prioritaires par rapport aux économies d'énergie ou d'émissions, à la différence de coût nivelée, etc. Il convient de les évaluer soigneusement avant d'élaborer une stratégie de communication axée sur le groupe cible. Les nouvelles technologies doivent être très attrayantes, par exemple en termes de rapport coût-valeur, de sécurité, etc., d'une part, et de commodité, d'innovation et de style de vie moderne, d'autre part, afin d'aborder efficacement les différents niveaux de perception.

Conclusions

- Les groupes cibles des politiques d'efficacité énergétique sont hétérogènes et ont donc des motivations différentes pour agir.
- Il faut analyser quels groupes sont pertinents pour le succès d'une politique, quels besoins et préférences spécifiques ils ont, et ce qui détermine leur comportement économique et leur volonté d'adopter de nouvelles technologies.
- Il convient d'examiner où (et à quel niveau) l'aide financière conduit au comportement envisagé du consommateur, et où un ensemble plus large de facteurs d'image par exemple la commodité, la modernité, la valeur générale d'une propriété, etc.
- Il convient d'en tenir compte lors de la mise en place de nouvelles politiques ou de l'évaluation du succès des politiques existantes, en les accompagnant de récits attrayants.



Source : Adobe Stock

Cas narratif 5 – Être chef de file

Le récit le plus fort est sans doute celui qui s'appuie sur le consensus sociétal selon lequel il est dans l'intérêt national d'être à l'avant-garde de la transition énergétique. Dans ce cas, les comparaisons des coûts et des avantages de projets et d'approches individuels sont reléguées au second plan par rapport à l'image globale du bien-être public et des gains macroéconomiques découlant de l'innovation et de l'adoption précoce de nouvelles technologies, ce qui permet un positionnement stratégique sur de nouveaux marchés. Lorsque ce consensus général est atteint, les politiques ont beaucoup moins de chances d'échouer ou de faire l'objet d'un conflit idéologique, mais seront jugées de manière pragmatique en fonction de leur contribution à l'objectif global de modernisation.

Si l'on peut affirmer que les conditions préalables à un tel consensus sociétal ne peuvent être créées par la seule politique énergétique, nous pouvons reconnaître que les approches graduelles connaissent également un succès considérable. Il existe des exemples de secteurs uniques et de technologies spécifiques bénéficiant d'une forte connotation positive, exprimée par exemple par la confiance dans leur potentiel économique et donc un bien-être plus élevé, la fierté des progrès technologiques et la qualité de la construction de l'image, par exemple pour les régions en mutation. En s'appuyant sur des thèmes comme ceux-ci, en présentant des exemples de réussite et en montrant la transférabilité à d'autres secteurs et technologies, on peut contribuer de manière significative à établir un récit positif pour le changement structurel et le potentiel de la transition énergétique (voir également le cas de la «transition juste»).

Conclusions

- Il s'agit d'un argument de poids si un pays veut être à l'avant-garde de l'efficacité énergétique.
- Il est utile d'identifier **pourquoi**, dans **quel domaine** et par quelles **mesures concrètes** un pays veut être chef de file et construire des récits de soutien autour de cela.



Source : Getty Images

Cas narratif 6 – L’efficacité énergétique comme amélioration intégrale du cycle de production

Les investissements dans l’efficacité énergétique sont généralement évalués en fonction de leur potentiel de réduction des coûts énergétiques. La prise de décision en matière d’investissement dans le secteur privé est souvent axée sur la rentabilité à court terme, sur la base d’une évaluation unilatérale des délais de rentabilité, déterminée par le coût de l’énergie et l’investissement nécessaire.

Il faut sensibiliser les chefs d’entreprise et les décideurs politiques au fait que les investissements dans l’efficacité énergétique tendent à être rentables à long terme et contribuent à un avantage concurrentiel durable, non seulement par la réduction des coûts, mais aussi grâce à l’amélioration de l’efficacité des processus et de la **qualité des produits et des services**.

Il est possible de comprendre l’efficacité énergétique en termes d’opportunités d’innovation et de croissance en adoptant une vision plus globale de l’efficacité énergétique. Cela inclut les options technologiques de pointe, les solutions numériques d’avant-garde, le potentiel d’amélioration du cycle de production et de la qualité de la production grâce à des mesures d’efficacité énergétique bien étudiées. Ainsi, l’efficacité énergétique devrait être comprise comme une amélioration intégrale du cycle de production plutôt que comme une question purement énergétique, par exemple en termes de réduction de la consommation. La prise de conscience du vaste potentiel d’amélioration des entreprises et du caractère innovant des mesures d’efficacité énergétique peut être déclenchée par une réglementation d’audit plus favorable. Ce potentiel d’amélioration de l’activité ne peut être exploité que si les entreprises ne considèrent pas les audits comme une obligation formelle à respecter, mais comme une opportunité d’obtenir des informations précieuses sur la manière de moderniser la création de valeur de l’entreprise. Pour améliorer les avantages des audits, ceux-ci devraient fournir aux décideurs des entreprises et des industries des conseils intégrés et approfondis plutôt que des recommandations génériques. Les audits d’efficacité énergétique peuvent créer une valeur ajoutée

significative pour garantir la compétitivité internationale des entreprises et des industries de l’UE et les rendre prêtes pour l’avenir sur la voie de la décarbonisation totale.

Pour exploiter ce potentiel d’un point de vue politique, il faut des règles claires en matière d’audit : quand et comment les réaliser, comment les considérer comme significatifs, quelles lignes de rapport établir, etc. L’objectif devrait être de présenter les résultats des audits au niveau du conseil d’administration, afin qu’ils fassent partie des indicateurs clés de performance financière d’une entreprise plutôt que de la conformité aux réglementations environnementales. L’objectif devrait être de présenter les résultats des audits au niveau du conseil d’administration, en les intégrant aux indicateurs clés de performance financière de l’entreprise plutôt qu’à la conformité aux réglementations environnementales.

Conclusions

- La communication sur les avantages de l’efficacité énergétique doit être axée non seulement sur les économies d’énergie (et donc de coûts) réalisées grâce aux mesures d’efficacité énergétique.
- Il faut montrer le **potentiel global d’optimisation des processus de production**, de réduction de l’utilisation des ressources et d’optimisation des performances financières.
- Les politiques devraient renforcer le rôle des **audits énergétiques**, dont les résultats devraient par défaut recevoir l’attention de la direction.
- Les nouveaux récits doivent **associer** l’efficacité énergétique au **succès, à l’innovation et à la compétitivité des entreprises, ainsi qu’à la résilience économique**, par exemple contre les risques géopolitiques (disponibilité / prix).



Source : ThisisEngineering RAEng on Unsplash

Cas narratif 7 – Recherche et innovation

La recherche et l'innovation jouent un rôle essentiel dans la transition énergétique, qui n'est souvent pas pleinement reconnu. La recherche crée la base de l'innovation technologique et économique et contribue ainsi à la compétitivité, tout en ayant un potentiel important pour générer un impact et faire partie d'un récit plus large pour la transformation neutre en carbone. Si, grâce à la recherche et à l'innovation technologique, de nouvelles approches sont développées dans un pays, elles peuvent effectivement trouver un écho dans les débats publics en proposant des voies d'avenir intéressantes et des contributions à la modernisation. Il est essentiel que la recherche et l'innovation permettent de remettre en perspective les modèles traditionnels de perception du public (par exemple, le fait de ne pas voir d'alternatives à la production et à la consommation d'énergie établies) et la peur de perdre. En fonction de la profondeur des résultats de la recherche, ils peuvent former un nouveau récit soutenant la transformation selon les axes suivants : a) le changement est possible, b) il offre des possibilités tangibles et c) les nouvelles possibilités peuvent avoir le potentiel de compenser l'impact du déclin des industries à forte intensité de carbone.

Au-delà du débat public en général, il existe un effet multiplicateur considérable grâce aux jeunes chercheurs qui sortent des écoles techniques et des universités. Les jeunes chercheurs engagés dans la recherche sur l'innovation technologique deviendront des agents du changement et jetteront des bases importantes pour ouvrir progressivement les sociétés à de nouvelles idées. Si, au contraire, le personnel junior n'a pas la possibilité d'entrer en contact avec des approches novatrices par le biais de la recherche, il peut en résulter un risque de verrouillage massif de technologies dépassées, sapant ainsi l'attrait et le soutien du public pour la transformation énergétique.

Les parties prenantes consultées dans le cadre du projet EEW4 ont souligné l'importance du paysage de la recherche, du développement et de l'innovation dans les États membres de l'UE pour faire progresser le récit de l'efficacité énergétique dans de multiples dimensions, en soulignant :

- La recherche et le développement comme vecteurs fondamentaux pour développer et aider à populariser les innovations, les technologies et les processus nécessaires à cette transformation ;
- Le rôle central des institutions de recherche et de développement, des entreprises innovantes et des organismes de financement pour stimuler l'adoption par le marché de technologies et de processus innovants et durables ;
- Sa fonction de construction d'une élite, influençant le débat sociétal sur l'efficacité énergétique et la transformation énergétique en tant qu'aspects de l'innovation technologique et de la contribution à la modernisation industrielle.

Pour progresser, les contributions reçues par le projet EEW4 suggèrent que seule une collaboration efficace et inclusive entre l'éducation, le monde universitaire, les organismes de recherche et les entreprises permettra au secteur d'exploiter tout son potentiel pour favoriser l'adoption de solutions d'efficacité énergétique et la transformation neutre en carbone dans son ensemble.

Conclusions

- Le rôle de la recherche technologique et de l'innovation en tant qu'**agent et promoteur du changement** dans la société doit être compris par les décideurs politiques et utilisé pour des récits de soutien.
- Il faut exploiter ce rôle par des ensembles de **politiques globales** (par exemple, les politiques de l'énergie ET de la recherche) au-delà des domaines politiques traditionnels.

Cas narratif 8 – Education, formation et développement

L'acceptation de l'efficacité énergétique et des nouvelles technologies énergétiques dépend de la confiance des consommateurs dans la compétence des planificateurs, des constructeurs et des installateurs. Il s'agit d'abord d'obtenir les bons conseils sur la façon de construire ou de moderniser, de faire les bons choix sur les meilleures technologies et techniques de construction disponibles et de faire réaliser les installations et les travaux en conséquence. Or, à l'heure actuelle, les planificateurs et les installateurs, dont l'éducation et la formation professionnelles remontent à plusieurs années ou décennies, ne sont souvent pas suffisamment familiarisés avec les nouvelles applications et peuvent donc conseiller à leurs clients d'opter pour des solutions qui ne sont plus à la pointe de la technologie, notamment par crainte de commettre des erreurs. Outre ces déficits spécifiques, le rythme général d'adaptation de la formation continue ne répond pas non plus aux exigences de la transition énergétique. Cette situation est problématique à deux égards, à savoir les opportunités manquées et l'enfermement dans une technologie obsolète et les émissions de carbone qui en découlent, combinés à la perte de valeur de la propriété du côté des clients d'une part, et d'autre part en termes d'impact discursif dans le contexte des récits, c'est-à-dire l'affaiblissement des arguments en faveur de l'innovation énergétique. Le récit global des déficits observés en matière d'éducation et de qualification et des défis qui y sont liés englobe différents types d'arguments qui peuvent également dépendre du contexte dans lequel ils sont articulés. Les voici :

- Manque de connaissances et de compétences techniques pour fournir des innovations adaptées aux clients, mais aussi des solutions bien établies dans des industries clés, par exemple dans le secteur du bâtiment, en raison de l'absence d'opportunités de formation continue et de développement. En l'absence d'incitations au changement, à cela s'ajoute une certaine inertie habituelle du type « nous l'avons toujours fait de cette façon ».
- Un cercle vicieux où l'offre manque de savoir-faire pour proposer des solutions de pointe respectueuses du climat et où la demande n'a pas confiance dans la qualité des offres innovantes disponibles sur le marché, ce qui entraîne des effets de verrouillage.
- Cette question semble particulièrement pertinente dans le contexte de la complexité croissante des solutions d'efficacité en général et des marchés très fragmentés en particulier. Les rénovations globales de logements visant à améliorer la performance énergétique en sont un bon exemple, compte tenu des coûts de transaction importants découlant de la nécessité de coordonner plusieurs métiers qu'elles impliquent souvent pour les consommateurs.
- Sur un plan plus général, une inadéquation est perçue entre l'orientation du système éducatif et les qualifications nécessaires à la mise en œuvre de la transition énergétique.
- Dans l'ensemble, les incitations et les exigences sont insuffisantes pour favoriser la formation et l'amélioration des compétences dans certains contextes.



Source : Adobe Stock

Les exemples et les lignes d'argumentation explorés dans cette étude de cas sont particulièrement pertinents pour les secteurs de l'économie dont la main-d'œuvre est confrontée à un besoin de formation continue et de perfectionnement, pour les régions à forte intensité de carbone ou post-industrielles en mutation structurelle où le recyclage et la requalification du personnel des industries en déclin sont une priorité, ainsi que pour l'enseignement général et la formation de base, respectivement.

L'éducation et la formation des professionnels afin qu'ils possèdent les qualifications et les compétences nécessaires pour mener à bien la transformation vers la neutralité climatique est donc une tâche sociétale. Les planificateurs, les constructeurs et les installateurs sont également nécessaires en tant que multiplicateurs de pouvoir et ambassadeurs du changement et de l'innovation. Les instruments politiques visant à mettre en place des solutions énergétiques efficaces et innovantes doivent créer des liens étroits avec la formation professionnelle, encourager les programmes d'amélioration des compétences, mettre en œuvre des programmes de qualification technologique et de nouveaux profils professionnels en coopération avec les établissements d'enseignement et les secteurs industriels concernés.

Conclusions

- Dans certains cas clés, la transition énergétique n'est pas encore soutenue par un déploiement adéquat de mesures de qualification et de formation.
- Le besoin de **formation et de perfectionnement** dans tous les domaines où les nouvelles technologies sont appliquées professionnellement (et promues au préalable auprès des clients) doit être abordé dans le cadre d'un **ensemble complet de mesures**
- Il convient de former des **alliances** entre le secteur de l'énergie et les établissements d'enseignement ou de formation, ainsi que les associations de branches, afin de garantir le **succès du déploiement et la force** du discours.



Source : Adobe Stock

Cas narratif 9 – Transformation et justice sociale

La faisabilité politique de la transformation vers une économie neutre en carbone dépend avant tout de son acceptation par la société. Une répartition socialement équilibrée des coûts et des avantages de la transformation et des politiques sociales complémentaires sont essentielles, notamment pour garantir l'acceptation de la tarification du carbone en tant qu'instrument central au niveau de l'UE pour réduire les émissions de voitures.

Les prix du carbone devraient augmenter de manière significative au cours des prochaines années. L'augmentation des prix de l'électricité et du carburant sera un défi pour les ménages vulnérables et devra être abordée par des politiques sociales. Permettre aux ménages vulnérables de réduire leur consommation d'énergie est un autre levier essentiel pour contrecarrer la partie de l'augmentation des prix de l'énergie qui est induite par le prix du carbone. Des mesures d'efficacité énergétique intelligentes et efficaces devront être soutenues et peuvent jouer un rôle important pour réduire l'impact de la hausse des prix du carbone sur le revenu des ménages.

Sous l'angle narratif, une attention particulière doit être accordée à l'aspect de la transparence. Les mécanismes de compensation sociale sont structurellement confrontés au risque que les consommateurs finaux ne soient pas en mesure de juger dans quelle mesure ils sont compensés, et pour quelle partie de l'excédent de coût. Cela est dû à la composition complexe et à la volatilité externe des prix de l'énergie. Les premiers sondages d'opinion et études, par exemple en Suisse, suggèrent que même lorsque la compensation pour les ménages vulnérables est supérieure à la charge supplémentaire

de la taxe sur le CO₂, les consommateurs ont toujours le sentiment d'être affectés négativement.

Pour que les mécanismes de compensation fonctionnent, ils doivent être accompagnés d'informations complètes et illustratives sur l'effet prix de la taxe sur le CO₂ et la redistribution directement liée. Cet élément narratif doit être un élément essentiel de tout ensemble de politiques de tarification et de compensation du CO₂ pour en assurer le succès.

Conclusions

- Des études empiriques montrent que les compensations monétaires prévues par les régimes de taxation du CO₂ sont souvent perçues à tort comme insuffisantes, principalement en raison de la **complexité des facteurs** qui influencent les prix de l'énergie.
- Si l'on prévoit des instruments qui, comme une taxe sur le CO₂ - Pour augmenter structurellement les niveaux de prix, il faut les **accompagner dès le début de campagnes de communication**.
- En particulier, la compensation pour les groupes sociaux vulnérables doit être bien communiquée : quelle est **l'augmentation de prix correspondante et le niveau de soutien** fourni, sur la base de données économiques illustratives et transparentes.

Cas narratif 10 – Une transition juste

Le terme «transition juste» est devenu très important dans le débat politique dans tous les États membres à partir du moment où il est devenu évident que la décarbonisation jusqu'au milieu du siècle était une nécessité politique inévitable et qu'il faudrait donc la mettre en œuvre. En tant que slogan court et accrocheur, la «transition juste» comprend en fait un large éventail d'associations et de déclarations, qui sont toutes étroitement liées à l'acceptation par la société. L'accent mis sur le terme «juste» dans le débat public peut s'expliquer par l'expérience historique de changements structurels sans soutien social dans de nombreux pays d'Europe occidentale entre la fin des années 1970 et le début des années 1990, et de ruptures structurelles brutales dans les pays d'Europe orientale après 1989. Les impacts de ces changements structurels ont touché une grande partie des populations respectives et sont souvent considérés comme douloureux et parfois traumatisants, ce qui donne un ton émotionnel au débat. Malgré la validité de ces expériences, elles peuvent créer des récits trompeurs sur le concept de transition :

- La transition est indissociable de toute action économique, il n'y a donc pas de décision d'«opt-in» ou d'«opt-out». Une transition «juste» peut être mal comprise, dans le sens d'un choix à faire : soit vous promettez que la transition sera «juste», soit nous nous retirons. Dans le contexte d'un calendrier serré pour la décarbonisation, l'ordre ci-dessus est également problématique : il faut d'abord promettre une compensation financière, puis l'acceptation de la décarbonisation par la société peut suivre.
- L'expression «transition juste» peut suggérer que, sans l'ajout explicite du mot «juste», la transition serait nécessairement injuste. Elle peut ainsi minimiser les effets compensatoires (c'est-à-dire la création de nouveaux emplois et de perspectives économiques) et donner lieu à des demandes de compensation structurellement exagérées et immédiates, sans analyse claire des besoins particuliers.
- Alors que l'expérience problématique domine la mémoire collective, les processus de transition des dernières décennies ont généré des informations précieuses à un niveau macroéconomique sur la manière d'être bien préparé et de prendre des mesures proactives adéquates pour éviter les ruptures et les compenser par des opportunités. Il s'agit d'un atout majeur pour les processus de transformation en cours et à venir.

Par conséquent, le débat autour de la «transition juste» devrait établir un récit demandant l'acceptation du changement et motivant la responsabilité individuelle pour utiliser les opportunités de la transformation de l'énergie verte. Les atouts du changement doivent être mieux mis en évidence. Par exemple, les régions industrielles touchées par les changements structurels ont tendance à disposer de bonnes infrastructures de transport et d'une main-d'œuvre expérimentée. Bien gérés, ces éléments peuvent offrir un environnement de marché prometteur pour le développement de nouvelles entreprises, non dépendants de transferts sociaux. La justice doit également être interprétée comme intergénérationnelle, c'est-à-dire que la prochaine génération sera accablée de manière inappropriée si aucune mesure n'est prise maintenant. Le nouveau récit permet d'encadrer l'adaptation à quelque chose de nouveau dans



Source : Adobe Stock



Source : Adobe Stock

un comme une force et une contribution élémentaire pour réaliser la transformation de l'économie verte.

Cela illustre l'immense expérience historique de diverses régions d'Europe en matière de gestion des changements structurels, ce qui prouve que l'UE est globalement bien placée pour naviguer avec succès dans la transformation de l'économie verte.

Conclusions

- Dans le débat politique général, l'expression «transition juste» peut facilement être **mal interprétée** dans le sens où de (trop) grandes parties de la société prétendent être du côté des perdants de la transition, ce qui conduit à une « course à la plus haute compensation » fatale (par exemple, la pression sociétale peut conduire à des subventions pour des dépenses de consommation à forte intensité énergétique).
- Les **effets positifs attendus de la transition** sur le bien-être sont structurellement sous-représentés dans le débat public.
- Les vulnérabilités supposées des sphères sociétales doivent faire l'objet d'une **analyse approfondie** avant que des mécanismes de compensation ne soient établis..
- Les investissements dans des **mesures transitoires** doivent avoir une nette préférence par rapport aux modes de consommation (particulièrement énergivores).
- Une partie manquante dans le débat public est la «**l'injuste non-transition**», c'est-à-dire les pertes de bien-être et les conséquences économiques plus larges de l'inaction ou de l'inertie politique, par exemple sur la **justice intergénérationnelle**.
- Les stratégies de communication doivent donc créer un **meilleur équilibre** entre la peur des pertes, actuellement prédominante, et les gains économiques qu'une société et ses composantes peuvent réaliser, en gérant les attentes relatives à une **transition «juste» globale et orientée vers l'avenir**.

Méthodologie

S'appuyant sur l'expérience de Energy Efficiency Watch 1-3, EEW4 va au-delà de l'approche traditionnelle consistant à analyser l'efficacité des instruments politiques. L'une des principales conclusions est que a) les objectifs d'efficacité énergétique ne sont pas atteints parce que le bénéfice sociétal n'est pas suffisamment reconnu, et b) la réussite de la mise en œuvre des politiques d'efficacité énergétique dépend dans une large mesure de l'existence d'un ou de plusieurs discours favorables sous-jacents, suscitant l'acceptation des décideurs, des parties prenantes et également de parties importantes de la population. En l'absence de tels discours, l'efficacité énergétique fait souvent l'objet d'un débat contradictoire ou est ignorée, ce qui entraîne des changements fréquents de politiques et une mise en œuvre peu ambitieuse des mesures.

Points de départ de EEW4 :

- Malgré la capacité à concevoir de bonnes politiques, la **mise en œuvre** constitue souvent un point faible.
- La **qualité d'un instrument est proportionnelle à la façon** dont on le fabrique
- **Si la volonté politique fait défaut**, le meilleur instrument échouera.
- **Les changements dans le paysage politique** entraînent des «hauts et des bas» dans l'ambition et la mise en œuvre de la politique d'efficacité énergétique, qui fait l'objet de débats controversés.
- Ce n'est pas le cas dans les pays où une «**narration positive**» a été établie, convainquant une majorité du public et des acteurs concernés :

«Ceci est pourquoi nous voulons l'efficacité énergétique ! Allons-y !»

- On entend souvent : «Nous devons le faire - Bruxelles nous le dit» ou «Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir des objectifs ambitieux», ce qui a pour conséquence une faible adhésion de la part des citoyens.
- Un **récit national** est essentiel, avec un large **consensus**, indépendamment des majorités politiques.
- Les pays, les régions et les villes doivent développer leur propre histoire, comprenant les multiples avantages de

l'efficacité énergétique : sécurité énergétique, création d'emplois, valeur ajoutée régionale, santé, réduction de la pauvreté, innovation technologique et compétitivité industrielle.

Les résultats de EEW4 ont été générés par différents **formats d'entrée** :

- Ateliers avec des membres du Parlement européen et des parlements nationaux
- Ateliers avec des parties prenantes du monde des affaires dans 10 Etats membres de l'UE
- Enquête en ligne à l'échelle de l'UE auprès de >1200 experts en énergie
- Contributions des réseaux partenaires européens Energy Cities, FEDARENE, ECEEE (Borg & Co)

L'objectif de la collecte de données était d'atteindre le plus large éventail possible de parties prenantes afin qu'elles fassent part de leur expérience des politiques d'efficacité énergétique influencées par les récits. Chacun de ces groupes a apporté une perspective différente, à partir de la question directrice de notre analyse :

Quels récits permettent l'adoption et la mise en œuvre efficaces des politiques d'efficacité énergétique dans l'UE ?

La conception du format de saisie a été adaptée aux groupes cibles respectifs, en les interrogeant de leur point de vue :

- Pourquoi, dans votre contexte respectif, des politiques d'efficacité énergétique ont-elles été adoptées avec succès ?
- Pour quelles raisons les initiatives visant à adopter des politiques d'efficacité énergétique n'ont-elles pas abouti ?
- Quels ont été les facteurs de réussite de la mise en œuvre des politiques d'efficacité énergétique adoptées précédemment ?
- Quels facteurs ont conduit à l'échec des politiques ?

Les participants ont été invités à identifier et à documenter les thèmes et facteurs clés afin d'éviter les interprétations prédéterminées.

Intervention des récits dans le cycle politique (illustration schématique)





Source : Adobe Stock

La version électronique de cette brochure est disponible sur le site Web Energy-Efficiency-Watch :
www.energy-efficiency-watch.org

Publications clés

- **Rapport complet de l'enquête d'experts et résumé comprenant les principales conclusions**
- **Les recommandations politiques clés du projet EEW4**
- **10 cas narratifs**
- **Rapport final contenant toutes les conclusions d'Energy Efficiency Watch 4**

Disponible sur le site web Energy-Efficiency-Watch :
www.energy-efficiency-watch.org

Contact :

EUFORES AISBL
European Forum for Renewable Energy Sources
Dr. Jan Geiss
Renewable Energy House
Rue d'Arlon 63 – 65
B-1040 Brussels, Belgium
Tel.: +32 (0) 25 46 19 48
Fax: +32 (0) 25 46 19 34
eufores@eufores.org

<http://www.energy-efficiency-watch.org>